

Le Vilain Petit Canard

«Ensemble, pour être plus forts !»



Le Journal Trimestriel de la section CGT Finances publiques 95 - 4^e trimestre 2015



Adresse

CGT - CFIP De Cergy. Local Syndical.
Niveau-1. Bat C. 2, av. Bernard HIRSCH
95093 Cergy Pontoise CEDEX

Internet

www.financespubliques.cgt.fr/95/

Mail

cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr



Ce journal a été élaboré par les militants de la DGFIP. Il est financé par les cotisations des syndiqués.

ET VOUS, VOUS EN PENSEZ QUOI ?

De la crise des migrants

Mais que ferions-nous ? Cette question me hante chaque jour lorsque je lis les actualités. Mais que ferions-nous ? Mais oui, que ferions-nous si l'école de nos enfants était bombardée ? Si notre fille devait se faire exciser ? Si nous risquions de devenir une esclave sexuelle ? Si nous risquions d'être condamnés à mort pour nos idées, notre religion ou notre orientation sexuelle ? Que ferions-nous si nous étions dans l'incapacité de donner à manger à nos enfants ? Si nous ne pouvions pas les soigner ?

Je regarde ma fille, si heureuse; même dans ce pays en « crise ». Elle a la chance de manger à sa faim, d'aller à l'école tous les jours (quelque fois de force). Je la regarde rire avec ses copines, dormir paisiblement...

Et la réponse, je la connais... Nous ferions exactement la même chose que ces milliers de personnes se retrouvant sur les routes, fuyant leur pays en guerre, risquant leur vie pour se protéger et protéger leurs proches. Je ne peux, par conséquent, pas les juger ; je ne peux pas, non plus, leur dire de retourner chez eux parce qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Fuir pour ne pas mourir

Nous sommes de la même humanité que ces femmes, ces hommes et ces enfants qui fuient la guerre et la misère pour ne pas mourir. Comme eux, nous avons des enfants, nous travaillons, nous aspirons au bonheur et nous savons les efforts nécessaires pour construire nos vies dans un monde où la loi du plus fort est toujours en vigueur.

L'Europe ne peut proclamer que ses valeurs reposent sur les droits de l'Homme et traiter ces réfugiés comme des envahisseurs, compatir à leur sort et faire si peu, se les rejeter comme des marchandises illégales.

Notre gouvernement de "gauche" est si tétanisé par l'influence de l'extrême droite dans le champ politique qu'il finit par rentrer dans son jeu ... Logiquement, les gens finissent par s'y perdre et par se demander si, vraiment, on accueille trop de demandeurs d'asile en France.

Pour se faire une idée, il est nécessaire de rappeler que c'est le Pakistan qui arrive en tête des statistiques du HCR (l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés), avec 1,6 million de réfugiés, suivi de l'Iran avec 857 000 réfugiés et du Liban qui en compte 856 000. Contrairement aux idées reçues, ce sont les pays en développement qui reçoivent la majorité des personnes en demande de protection – 90% des demandeurs d'asile et des réfugiés vont dans des pays proches ou frontaliers, donc l'Europe n'est absolument pas la zone du monde la plus affectée.

L'immigration n'est pas un problème !

Plus généralement, l'immigration est toujours présentée comme un problème, alors même que de nombreuses études indiquent que l'immigration est positive pour l'Europe, en terme démographique, en termes de croissance, de savoir, de diversité et qu'elle rapporte même de l'argent.

Selon une enquête de l'Express, l'immigration est une bonne chose à court, moyen et long termes. En effet, à court terme, les immigrés occupent des postes dont les français ne veulent pas. De plus, ils cotisent, payent leurs impôts et consomment. A moyen terme, car les étudiants sont un magnifique rayonnement international de la France. Et enfin, à long terme, la population immigrés permettra le renouvellement des générations d'une Europe vieillissante.

Ne pas céder au populisme

*Nous ne devons pas céder aux discours populistes qui prospèrent trouvant un terrain fertile en ces temps d'austérité. On peut lire sur les réseaux sociaux « qu'il est anormal d'accueillir des réfugiés et qu'il faut en priorité s'occuper des SDF français ». Mais bien sur, qu'il est anormal que tant de personnes vivent dans la pauvreté et qu'il n'y ait pas de toit pour tous ! Révoltons nous contre ses **inégalités** qui pourrissent notre société ! Nous savons très bien que l'argent coule à flot dans certaines mains. Luttons contre ces politiques antisociales qui laissent des millions de français mal logés et en dessous du seuil de pauvreté. **Mais surtout n'opposons pas les misères.***

Le destin de ces réfugiés, de ces migrants, c'est notre destin et notre avenir. En niant leur droit à l'asile, c'est notre propre avenir que nous mettons en péril tant nous aurons, tôt ou tard, à rendre compte de notre aveuglement et de celui de nombre de nos gouvernants. Déjà en partie responsable des événements qui poussent sur les routes de l'exil tant de personnes, que restera-t-il de la crédibilité de l'Europe et de la France si nous refusons de les accueillir ?

Nous n'admettons pas, en tant que citoyens européens et français, le déni d'humanité qui est en train de se produire.



ML

ça se passe à la DGFIP

Pourquoi défendre notre statut ?

Le **statut** n'est pas fait pour les fonctionnaires mais permet d'avoir des agents neutres et en capacité de résister aux pressions politiques pour servir l'intérêt général et garantir l'égalité de traitement de tous les citoyens. Or, c'est bien ce principe de l'intérêt général et non de supposés privilèges des fonctionnaires que M. Macron veut passer par pertes et profits.

Il faut sortir de cette fausse image d'un statut poussiéreux, qui est totalement contraire à la réalité. Et d'ailleurs, il a été modifié plus de 200 fois depuis 1983, et la CGT a été, et est toujours, prête à négocier son adaptation aux nouvelles exigences de la société. Mais certainement pas pour le casser. Comme d'autres ministres avant lui, Macron rêve d'un « spoil-system » à l'américaine où chaque nouveau gouvernement élu, veut pouvoir compter sur la loyauté partisane des fonctionnaires, et remplacer ceux qui sont en place par ses propres fidèles.

Voilà quel est en réalité le vrai sujet du débat, que nous, la CGT, allons réclamer : voulons-nous une fonction publique garante de l'intérêt général, de l'égalité de traitement des citoyens ? Car ce sont bien ces garanties qu'il a dans le viseur. Or, démanteler ce principe revient à avoir des fonctionnaires aux ordres et des services publics soumis à la loi du marché. Voulons-nous cela ? La question doit être posée.



Le handicap à la DGFIP

Depuis de nombreuses années, la DGFIP se targue de mener une politique volontariste d'accueil et d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Chaque direction est dotée d'un correspondant social qui assiste et conseille les chefs de service en matière d'insertion professionnelle des collègues handicapés.

Toutefois le ressenti vécu par les services est une nouvelle fois bien éloignée du monde rêvé de la DG.

Si l'aménagement matériel des postes de travail est bien appliqué, il n'en va pas de même pour l'accueil, l'accompagnement, le soutien moral et psychologique de ces derniers.

Certains chefs de services, notamment dans les petites structures, manquent de temps et de formation adéquate pour faciliter l'intégration de ces collègues. Cela entraîne des difficultés diverses et variées puisque les obstacles rencontrés par nos collègues en situation de handicap ne sont pas tous les mêmes.

La situation n'est pas plus facile pour l'entourage professionnel du collègue handicapé car il ignore les potentielles difficultés de ce dernier. Le secret médical ne doit, en effet, laisser filtrer aucun renseignement.

Ainsi certaines situations ubuesques ont pu être constatées le jour où l'entourage professionnel d'une collègue handicapée, pensant qu'elle était malentendante, a cru bien faire en augmentant le volume sonore de leurs cordes vocales alors que cette collègue ne souffrait d'aucune pathologie particulière au niveau de l'audition. Si on peut, bien évidemment, sourire de cet épisode abracadabrantesque il met pourtant en lumière la bonne volonté des proches se heurtant aux manques d'informations, source de maladroites bien involontaires.

De plus, la suppression intensive des effectifs, depuis plus de 10 ans, entraîne une intégration plus difficile pour les personnes handicapées car leurs collègues subissent de plein fouet le stress, la surcharge de travail et n'ont pas toujours le temps nécessaire pour être à l'écoute des difficultés et malaises rencontrés par leurs collègues handicapés.

Mais, dans tous les cas, c'est oublier que **la personne handicapée est la première victime de cette situation**. Bon nombre d'entre elles souffrent d'être rejetées, stigmatisées, blessées par des paroles, voire par des actes déplacés ou inopportuns. Toutes ces pratiques sont répréhensibles et ne doivent en aucun cas être tolérées.

Rappelons-nous que l'on peut toujours trouver le temps d'être un peu plus patient, plus attentif, plus compréhensif.

SB



Du côté de chez nous dans le 95

À Garges, c'est la cata !

« En 30 ans de carrière, je n'avais jamais vu ça ! » C'est ainsi qu'une collègue décrit la situation dramatique du CFiP de Garges : des centaines de 2042 pas encore saisies, un afflux massif d'usagers à l'accueil qui a contraint les agents à terminer leur matinée à 13h30(!), une porte sans poignée, des stores cassés depuis une éternité, du mobilier vétuste, plus d'une dizaine de membres de l'EDR pour pallier les manques d'effectif, 8 jours pour remplacer un ordinateur qui ne fonctionnait plus, une collègue qui doit faire office d'agent de sécurité pour veiller à ce que les gens ne rentrent pas après la fermeture des portes... Trop c'est trop ! Les collègues sont au bord de la rupture. Du coup, ils font ce qu'ils peuvent. Face aux contribuables qui réclament leur avis d'imposition, les agents de l'accueil vont récupérer les 2042 directement dans les services et les enregistrent sur Iliad devant la personne afin de pouvoir lui délivrer le document de taxation !! Et heureusement que la bonne entente entre les différents chefs de service, tout comme entre les agents, permet de sauver le CFiP de l'implosion...

Comment en sommes nous arrivés là ? Ce n'est pas faute d'avoir alerté la direction à chaque CAPL et CTL sur les extrêmes difficultés sur Garges mais force est de constater que rien a changé. La direction se dédouane en prétextant que le manque d'attractivité de la ville n'est pas de leur fait et que les garanties données aux agents dans les règles de mutation ne permettent pas de pérenniser les effectifs ! Nous pensons surtout que si on avait recruté des emplois à hauteur des besoins, la situation n'aurait pas été telle qu'elle l'est actuellement. La CGT tire donc la sonnette d'alarme avant que le pire n'arrive et demandera des comptes à la direction lors de chaque instance administrative afin que les conditions de vie au travail des collègues s'améliorent au plus vite. N'oubliez pas d'annoter régulièrement le « RESSET 95 » (cahier hygiène et sécurité en démat) et à interpeller les militants CGT afin d'intervenir et de placer le directeur devant ses responsabilités. PSL

Fermetures et restructurations : du jamais vu !

En 2016 la direction va procéder à 7 restructurations de services (oui, 7 en une seule année, et elle ne compte pas s'arrêter là), conduisant à la fermeture de 4 trésoreries dans le Val d'Oise : Argenteuil OPHLM, Franconville/Saint-Leu, Beauchamp/Taverny et Viarmes. Les 3 autres restructurations sont : fusion de 2 SIE à Garges, fusion des 2 SIE à Argenteuil, transfert du SPF d'Ermont au CFiP de Saint-Leu-la-Fôret (plus de détails sur notre site).

Ce qui a été fait en septembre

La CGT a aussitôt contacté les autres syndicats du département pour organiser ensemble des initiatives. Communiqué de presse, pétitions, tournée de 15 HMI, interviews dans les médias, lettre aux élus municipaux concernés. Tout cela est publié sur notre site internet <http://www.financespubliques.cgt.fr/95/>.

La participation des collègues aux HMI a été très bonne. Elle a permis de faire remonter à la direction des questions concrètes.

Le directeur s'est même fendu d'un droit de réponse dans le Parisien pour dénoncer le mot « fermetures », qu'il trouve abusif.

Raz le bol !

Les services du Val d'Oise ont perdu environ ¼ de leurs effectifs en presque 10 ans. Ces suppressions et vacances d'emplois ont mis certains services dans une situation tellement ingérable, qu'aujourd'hui, certains collègues se résignent aux restructurations, dans l'espoir qu'elles leurs apporteront un petit bol d'air, notamment pour établir les plannings. Mais pour l'avenir, il est évident que la direction va continuer ses suppressions d'emplois (déjà 1548 suppressions d'emplois prévues au ministère des Finances en 2016). En regroupant les services, elle confisque une proximité avec l'usager et elle ne résout rien, puisque le travail à faire est toujours là, avec moins d'agents.

Ne nous laissons pas faire !

Signez la pétition en ligne sur :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/95/>

ça n'a rien à voir!

La nature est bien faite

Parlons un peu de l'extraordinaire naissance des bébés kangourous. Vous nous direz : « Mais quel est le rapport avec la CGT ? » Et ben, il n'y en a aucun ! Nous avons choisi de vous gratifier dans notre nouveau journal, d'un article complètement décalé intéressant et surtout porteur d'espoir.

Bon, pour en revenir à nos moutons...euh, à nos kangourous plutôt ; figurez-vous que notre femelle marsupial accouche après seulement un mois de gestation. Le bébé qui ressemble à une petite larve, trouve son chemin jusqu'à la poche de sa mère grâce à la salive qu'elle a savamment déposée. Il commence donc sa vie par une dure ascension solitaire récompensée par quelques mois au chaud dans la poche de sa maman dans laquelle il finit son développement.

ML

